Document generated on 05/09/2025 8:58 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Leroux, Manon, Les Silences d'Octobre. Le discours des acteurs de la crise de 1970, Montréal, VLB Éditeur, 2002

Pourquoi ces « silences » à propos d'Octobre 1970 ?

Charles Gagnon

Volume 11, Number 3, Spring 2003

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1060756ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1060756ar

See table of contents

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Gagnon, C. (2003). Review of [Leroux, Manon, Les Silences d'Octobre. Le discours des acteurs de la crise de 1970, Montréal, VLB Éditeur, 2002 : pourquoi ces « silences » à propos d'Octobre 1970 ?] *Bulletin d'histoire politique, 11*(3), 196–198. https://doi.org/10.7202/1060756ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Leroux, Manon, *Les Silences d'Octobre. Le discours des acteurs de la crise de 1970*, Montréal, VLB Éditeur, 2002.

Pourquoi ces « silences » à propos d'Octobre 1970?

Se basant sur les articles de trois quotidiens montréalais, *La Presse*, *Le Devoir* et le *Journal de Montréal*, Manon Leroux a voulu savoir ce que les acteurs de la crise d'Octobre – c'est-à-dire les felquistes des deux cellules responsables des enlèvements de James Cross et de Pierre Laporte, les politiques au pouvoir à Québec et à Ottawa, les victimes d'arrestations arbitraires, les corps policiers impliqués, et d'autres personnes considérées comme « témoins privilégiés » – avaient dit de la crise en question entre le début des années 1970 et l'an 2000. Conclusion: *Les Silences d'Octobre*. Autrement dit, les acteurs de la crise n'ont rien dit au cours de ces trente années qui permettent d'élucider vraiment les facteurs de la crise qui avaient soulevé des questions dès l'automne 1970.

À titre d'exemple, l'identité du ou des auteurs de la mort de Pierre Laporte a suscité un débat autour des nombreuses hypothèses formulées à cet égard, un débat qui n'a pas connu de conclusion définitive. Quatre personnes, les membres de la cellule Chénier, affirment être « collectivement responsables » de la mort du ministre, mais deux d'entre eux auraient été absents lors de l'incident – ce qui n'est pas incohérent si on parle de « responsabilité morale ». Certains ont prétendu que la mort de Laporte était accidentelle, les felquistes disent que non. D'autres, dont Pierre Vallières, ont avancé la thèse de la « conspiration » ou de la « manipulation », suivant laquelle le gouvernement ou la mafia ou les deux auraient tout machiné dans les coulisses. Héros de la cause souverainiste ou marionnettes du camp fédéraliste, voilà la situation, pour le moins ambiguë et troublante à la fois, dans laquelle se retrouvent les felquistes de la cellule Chénier, qui ont néanmoins résolu de garder un silence olympien sur les éléments qui permettraient vraisemblablement de lever définitivement les doutes. Peut-être y a-t-il à cela une explication, sur laquelle je reviendrai plus loin.

On termine la lecture des *Silences d'Octobre* [1] de Manon Leroux avec la nette impression que les acteurs d'Octobre ont mauvaise mémoire ou, plus exactement, qu'ils ont la « mémoire mauvaise », parfois brouillonne ou confuse, très souvent sélective et, quelquefois même, volontairement inopérante. Quand les faits historiques se retrouvent, à certains égards –et

sur des points majeurs, dans le cas qui nous occupe dans des mémoires individuelles infidèles ou fermées sur elles-mêmes, on se bute à un mur infranchissable. Une constatation que l'ouvrage de Manon Leroux illustre sans l'ombre d'un doute.

Mais, si j'ai bien compris, l'intention de l'historienne n'était pas tant d'ajouter à la connaissance des facteurs qui ont concouru à l'éclatement de la crise d'Octobre ou à celle de ses conséquences, que de cerner les contours de l'image largement contradictoire qu'en ont donnée les acteurs, entre la fin de la crise et l'an 2000. Après un bref résumé des événements (Introduction), l'auteure consacre trois chapitres aux interventions des acteurs : « La parole revendicatrice (1971-1973) », « Le débat sur les faits (1973-1982) », « Le discours en mémoire (1980-2000) » et fait une synthèse de ces interventions dans « La mosaïque du discours d'Octobre ».

C'est dans ce quatrième et dernier chapitre que madame Leroux résume les propos des différents « acteurs » de la crise. On constate alors, quoi qu'en aient dit les pouvoirs politiques et les forces de l'ordre à l'effet contraire, que ce sont les aspects politiques de la crise que les acteurs ont surtout abordés dans la presse au fil des années qui ont suivi. Deux questions en particulier seront souvent évoquées : l'importance réelle du FLQ, la menace qu'il pouvait représenter pour l'ordre établi, d'une part, et, d'autre part, la nécessité de la proclamation de la Loi sur les mesures de guerre ou les motifs inavoués de cette proclamation.

On sait aujourd'hui qu'en 1970, comme dans les années 1960 d'ailleurs, les différentes cellules du FLQ (car le FLQ n'a jamais été autre chose qu'une succession de cellules mises sur pied de façon plus ou moins spontanée et indépendamment les unes des autres) n'ont, la plupart du temps, réuni qu'une ou deux douzaines de personnes. Peu nombreux, les felquistes de 1970 n'étaient vraisemblablement pas armés (des centaines de perquisitions menées à l'époque n'ont pas permis de trouver une seule arme) et aucun observateur sérieux n'aurait pu prétendre à l'époque qu'ils étaient en mesure d'entraîner une fraction importante de la population dans un mouvement d'agitation sociale incontrôlable, encore moins dans une aventure insurrectionnelle.

Pourquoi alors avoir dépêché l'armée au Québec ? Pourquoi avoir proclamé la Loi sur les mesures de guerre qui suspendait l'application de certains droits, permettant d'arrêter des gens sans avoir à les accuser de quoi que ce soit pendant trois semaines ? Je ne connais aucun pays occidental qui ait réagi avec un tel déploiement de moyens répressifs au XX^{e} siècle, face à un danger aussi circonscrit. C'est de cette disproportion entre le danger réel et les moyens de le contrer qu'est née la « thèse » de la manoeuvre destinée à éliminer ou à désorganiser les forces souverainistes qui se trouvaient au coeur de l'agitation politique au Québec depuis une décennie. Les gouvernements de Québec et d'Ottawa auraient ainsi décidé de faire peur aux partisans de

l'indépendance et de calmer leurs ardeurs. Il serait bien naïf de croire que les politiciens de l'époque puissent avouer semblable intention : ce serait reconnaître que le terrorisme du FLQ leur a servi de prétexte à un certain terrorisme de leur part à l'égard du mouvement souverainiste. C'est pourquoi il se pourrait bien que, tout comme les circonstances exactes de la mort de Pierre Laporte, les raisons véritables de la répression démesurée des gouvernements demeurent inexpliquées encore longtemps, sinon à jamais.

Mais, au-delà de ces questions de mémoire des uns et des autres, il y a lieu de se demander si, dans les deux camps, souverainistes d'un côté, fédéralistes de l'autre, on ne nourrit pas désormais le secret désir que ces « malheureux événements » retombent dans l'oubli. L'attitude qu'on adopte face à l'histoire est rarement neutre. La question de l'indépendance du Québec n'étant pas résolue, le camp fédéraliste pourrait trouver avantage à rappeler que le mouvement souverainiste a eu un parcours « assombri » par la violence des felquistes et qu'il compte vraisemblablement encore des éléments extrémistes dans ses rangs. Le mouvement indépendantiste pourrait, quant à lui, faire valoir qu'à l'automne 1970, les fédéralistes ont mis en œuvre des mesures répressives bien en deçà des pratiques d'un État démocratique respectueux des droits de la personne. Mais, impossible de rappeler les excès felquistes sans ramener la Loi sur les mesures de guerre sur le tapis ; impossible d'évoquer le caractère extrême de la répression de 1970 sans rappeler les actions du FLQ, qui en ont été le motif ou le prétexte. Plus souvent qu'autrement on ne s'intéresse qu'aux faits historiques pouvant revêtir une portée favorable à ses convictions.

L'ouvrage de Manon Leroux a le mérite de rappeler à ceux et celles pour qui l'histoire ne doit pas être abandonnée aux politiciens qui n'ont d'autre souci que d'y trouver des arguments favorables à leur cause, que la crise d'Octobre a bel et bien eu lieu, qu'elle a remué le Québec et le Canada tout entier ; qu'il ne sert à rien de vouloir la balayer sous le tapis. Et de le faire, il vaut la peine de le noter, dans un français très correct et plutôt agréable.

CHARLES GAGNON

NOTES ET RÉFÉRENCES

1 Leroux, Manon, *Les silences d'Octobre. Le discours des acteurs de la crise de 1970*, Montréal, VLB Éditeur, 2002.